

Manger sain ne devrait pas être réservé seulement aux riches

Une caisse alimentaire solidaire a vu le jour à Genève.
400 personnes sont déjà inscrites à ce projet pilote solidaire.

Texte: Emma Homère

En octobre 2025, la Caisse genevoise de l'alimentation (Calim) a lancé un projet pilote. «La première structure européenne d'agriculture contractuelle de proximité a été créée à Genève; il était donc logique que la première caisse alimentaire du pays y voie également le jour», explique Joël Mützenberg, membre de la coordination du projet et artisan semencier. Si le modèle est nouveau en Suisse, il est déjà bien établi dans cinq villes en France, ainsi qu'à la capitale belge Bruxelles.

L'initiative s'inscrit aussi dans un contexte politique favorable: En juin 2023, la population du canton de Genève a approuvé à plus de 67 pour cent l'inscription du droit à l'alimentation dans la Constitution cantonale.

Radis contre système industriel

Joël Mützenberg souligne une tension récurrente entre l'accessibilité à une alimentation saine et la rémunération équitable des producteurs-trices. «La Calim cherche précisément à répondre à cette contradiction», explique-t-il. Concrètement, la Calim fonctionne sur un système de montants fixes: Chaque adulte reçoit 150 «radis» – un radis correspondant à un franc – et chaque enfant 75 radis. La cotisation, en revanche, varie selon les moyens des foyers sur la base d'un barème indicatif avec un minimum fixé à 20 francs.

«Nous voulons politiser la question de l'alimentation et en faire un enjeu central», explique le coordinateur genevois. Dans cette optique, les membres participent activement au fonctionnement du projet à travers un comité citoyen. Ce sont notamment eux et elles qui proposent les lieux à conventionner, c'est-à-dire les points où les radis peuvent être utilisés, soit 18 à présent et neuf en cours de conventionnement. Magasins, stands de marchés, abonnements ou artisans-nés: Les partenaires n'ont pas l'obligation d'être certifiés bio mais doivent s'inscrire dans une logique de circuit court, au moins pour une partie de leur offre. L'ambition de la Calim est



La Calim ambitionne de créer un maillage de distribution alimentaire dans tout le canton de Genève. Les lieux conventionnés travaillent principalement en circuit court.

ainsi de garantir une accessibilité élargie – sur le plan financier mais aussi géographique, afin de permettre aux membres de chaque quartier de faire leurs courses sans passer par les supermarchés.

De la fourche à la fourchette

Les producteurs-trices ont également voix au chapitre. «Ils et elles peuvent faire remonter des points de blocage liés à certaines filières», explique Joël Mützenberg. Dix pour cent du budget de la Calim sont ainsi consacrés à la structuration de l'offre paysanne. Un exemple concret illustre cette démarche: Au marché du vendredi, à la place de la Navigation dans le quartier des Pâquis, aucun stand de fruits et légumes n'était présent depuis des années. La Calim s'est saisie de cette problématique sous la forme d'un mandat.

Aujourd'hui, l'un des lieux conventionnés y tient à nouveau un stand. «L'objectif est de rediriger une partie des achats vers

l'agriculture locale, poursuit le coordinateur. À terme, cela permet de faire évoluer les habitudes de consommation et de recréer un dialogue entre mangeurs-euses et producteurs-trices.» Initialement, la Calim visait 200 membres d'ici fin 2025. «Nous comptons déjà plus de 300 membres et une centaine en liste d'attente. Il faut maintenant se retrousser les manches: Valider les inscriptions et conventionner davantage de lieux», sourit Joël Mützenberg.

www.calim-ge.ch

Informations spécialisées



Joël Mützenberg
Coordinateur, Calim
jojo@calim-ge.ch